



ACCORD-CADRE N°25A02

**PORTANT SUR LA REFONTE GRAPHIQUE, TECHNIQUE ET
FONCTIONNELLE, LE DEVELOPPEMENT ET LA MAINTENANCE
D'UN SITE WEB**

POUR IAE NANCY

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
PARTICULIERES**

MARCHE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE AVEC PUBLICITE ET MISE EN CONCURRENCE RESTREINTE,
EN APPLICATION DES ARTICLES L2123-1 ET R2123-1 1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

SOMMAIRE

Article 1 – Définition des prestations	4
Article 2 – Documents contractuels	4
Article 3 – Type de prix	4
Article 4 – Modalités de variation du prix	4
Article 5 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre.....	5
Article 6 - Contenu des prix.....	5
Article 7 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes	5
Article 8 – Montant de l'Accord-cadre.....	5
Article 9 – Mentions des bons de commande	5
Article 10 – Durée de l'accord-cadre	6
Article 11 – Responsable(s).....	6
Article 12 – Dispositions concernant l'avance.....	6
Article 12.1 Taux et conditions de versement de l'avance	6
Article 12.2 Remboursement de l'avance	7
Article 13 – Obligations du titulaire.....	7
Article 13.1 Obligations de résultats	7
Article 13.2 Moyens à mettre en œuvre par le titulaire ou les équipes	7
Article 13.3 Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire	7
Article 13.4 Obligation d'indépendance du titulaire	8
Article 14 – Installation et mise en ordre de marche.....	8
Article 15 – Opérations de vérification.....	8
Article 15.1 : La Vérification d'Aptitude (VA)	9
Article 15.2 : La Vérification du Service Régulier (VSR).....	9
Article 16 – Admission, ajournement, réfaction et rejet	9
Article 17 – Tierce Maintenance Applicative et vérification des prestations de maintenance	9
Article 18 – Sous-traitance des prestations	10
Article 19 – Connaissances antérieures et droit de la propriété intellectuelle.....	10
Article 19.1 – Utilisation des connaissances antérieures.....	10
Article 19.2 Propriété intellectuelle–utilisation des résultats.....	10
Article 19.3 –Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.....	11
Article 19.4 –Exploitation commerciale des résultats.....	11
Article 20 – Modalités de paiement	11
Article 21 – Facturation.....	11
Article 22 – Dématérialisation des paiements	12
Article 23 – Paiement des cotraitants	12
Article 24 – Monnaie de compte de l'accord-cadre	13

Article 25 – Délai de paiement	13
Article 26 – Garantie technique	13
Article 27 – Assurances de responsabilité civile professionnelle	13
Article 28 – Règles générales d'application des pénalités.....	14
Article 29 – Pénalités de retard	14
Article 29.1 Calcul des pénalités de retard.....	14
Article 29.2 Plafonnement des pénalités de retard	14
Article 29.3 Exonération des pénalités de retard	14
Article 29.4 Mise en œuvre des pénalités de retard.....	14
Article 30 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.	14
Article 31 – Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement	15
Article 32 – Résiliation	15
Article 33 – Exécution aux frais et risques du titulaire	15
Article 34 – Attribution de compétence	15
Article 35 – Dérogations	16

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous : conception ergonomique, graphique, technique et fonctionnelle, le développement et la maintenance du site web de l'IAE Nancy – School of management.

Le présent accord-cadre ne fait l'objet d'aucun allotissement car le marché nécessite une cohérence technique et opérationnelle, ainsi qu'une coordination étroite entre les différentes phases du projet. Le choix d'un lot unique permet ainsi de garantir l'intégration harmonieuse des diverses composantes du projet, tout en assurant un suivi et une gestion simplifiés pour le pouvoir adjudicateur.

Article 2 – Documents contractuels

Les pièces constitutives sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment l'annexe 1 bordereau des prix forfaitaires et unitaires (DPGF-BPU-DQE) ainsi que l'annexe 2 cadre de réponse éco-conception service numérique ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales – techniques de l'information et de la communication (CCAG – TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021 ;
- Le mémoire justificatif.

Article 3 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires et forfaitaires. Le bordereau des prix distingue les prestations à prix forfaitaires (DPGF), les prestations à prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE).

Seuls les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les coûts d'hébergement et d'exploitation (nommées prestations annuelles dans le BPU) seront rémunérées par des prix unitaires et facturées de manière annuelle en fonction du relevé des prestations effectivement effectuée durant la période écoulée.

Article 4 – Modalités de variation du prix

Les prix pour les prestations de conception et de développement du site internet sont fermes et actualisables.

L'index I de la formule d'actualisation est l'index de référence : le prix actualisé est obtenu en appliquant au prix initial le coefficient Cn résultant de la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

I (d-3) est la valeur de l'indice établie à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations.

I₀ est la valeur de l'indice établie pour le mois d'établissement du prix.

L'actualisation est appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de commencement d'exécution des prestations.

Les prix pour les prestations annuelles et à prix unitaires resteront fermes les douze premiers mois. Au-delà, ils seront révisibles à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$Pr = Po (Sr / So)$$

Dans laquelle :

- Pr = Prix révisé
- Po = Prix initial établi au mois de remise des offres, ou révisé de l'année précédente
- Sr = Valeur de l'indice Syntec publiée pour le mois de référence de l'année de révision
- So = Valeur de l'indice Syntec publié pour le mois de référence de l'année précédente (ou du mois de notification du marché pour la première révision)

Le coefficient résultant du calcul de la formule d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Les nouveaux prix proposés par le titulaire doivent impérativement parvenir au pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la date d'entrée en vigueur. La demande devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : dha-nancy@univ-lorraine.fr

Les nouveaux prix deviennent contractuels après validation par l'acheteur, prononcée dans le délai d'1 mois à compter de la réception de la demande. Le titulaire en est informé par courriel. En l'absence de décision de l'acheteur, la révision de prix est réputée acquise.

Article 5 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date à laquelle l'offre a été remise par le titulaire, conformément au CCAG. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 6 - Contenu des prix

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre.

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 7 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, fixant toutes les stipulations contractuelles, passé par un pouvoir adjudicateur. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande, sans remise en compétition lors de leur attribution, en application des articles L. 2125-1, 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Article 8 – Montant de l'Accord-cadre

Le montant maximum de l'accord-cadre (comprenant les prestations à prix unitaires et forfaitaires) est de 140 000.00 euros H.T pour l'ensemble de la durée du marché.

Article 9 – Mentions des bons de commande

Toutes les prestations prévues dans les pièces contractuelles du présent accord-cadre listées à l'article

2 peuvent faire l'objet de bons de commande directement émis auprès du titulaire.

Ces bons de commande, établis via SIFAC, sont signés par le représentant légal de l'Université ou par son délégataire. Par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG-TIC, ils sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par voie postale, par courrier électronique ou par télécopie, à l'initiative de l'émetteur

Ces bons de commande mentionnent notamment :

- La référence du contrat ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation de la prestation dont l'exécution est demandée ;
- La période concernée ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu d'exécution et le service destinataire ;
- Les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- Le numéro de commande attribué par l'Université.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande SIFAC et les prix contractuels, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande.

Article 10 – Durée de l'accord-cadre

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 24 mois à compter de sa date de démarrage. Cette date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

L'accord-cadre est reconductible une fois pour une période de 12 mois, portant sa durée totale à 36 mois maximum.

Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Le site web de l'IAE Nancy **devra être mis en ligne au plus tard au 4^{ème} trimestre 2025** sous réserve que le marché soit notifié au plus tard fin Juin 2025. A défaut, le terme du contrat sera prolongé pour une durée correspondante à la notification effective.

Les 6 premiers mois pour la conception graphique et les développements du site internet, les 30 mois suivants concerneront le support et l'assistance, la maintenance corrective et évolutive de ces sites (hors garantie), et les conceptions et développements complémentaires.

Date prévisionnelle de début des prestations : la notification du marché est prévue pour Juin 2025

Délais d'exécution des bons de commande : Le délai de livraison des fournitures est fixé dans chaque bon de commande et court à compter de la notification du bon de commande.

Article 11 – Responsable(s)

La responsabilité opérationnelle du suivi des prestations incombe à : julien.zimmermann@univ-lorraine.fr

La responsabilité technique du suivi des prestations incombe à : julien.zimmermann@univ-lorraine.fr

Article 12 – Dispositions concernant l'avance

Article 12.1 Taux et conditions de versement de l'avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance obligatoire est octroyée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000.00 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAG est l'option B.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant TTC du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si la durée d'exécution est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30% d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations au titre

Article 12.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint ou dépasse 65% du montant de ces prestations.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises des prestations en cause.

Article 13 – Obligations du titulaire

Article 13.1 Obligations de résultats

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat et, à ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer une prestation conforme aux règles de la profession et aux prescriptions du cahier des charges.

Tout résultat partiel ou négatif entraîne une réfaction sur le prix des prestations d'études et prestations de conseils.

Article 13.2 Moyens à mettre en œuvre par le titulaire ou les équipes

Les moyens éventuels à mettre en œuvre par le titulaire sont définis dans les documents techniques (CCTP).

Article 13.3 Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire

Il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (notamment ceux employant plus de cinq cents personnes), de communiquer à l'Université leur bilan de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'Université, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document. Les moyens éventuels à mettre en œuvre par le titulaire sont définis dans les documents techniques (CCTP).

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 32 du présent document.

Article 13.4 Obligation d'indépendance du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 33 du présent document.

Article 14 – Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-TIC. Le titulaire dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Article 15 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées conformément à l'article 31 du CCAG-TIC. Précisions sur les vérifications quantitatives : Les opérations de vérification des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-TIC et selon les modalités prévues aux CCTP.

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sont prises dans les conditions prévues à l'article 33 et 34 du CCAG-TIC.

Les opérations de vérification qualitative sont réalisées en deux étapes, vérification d'aptitude et vérification de service régulier, conformément à l'article 32 du CCAG-TIC.

Article 15.1 : La Vérification d'Aptitude (VA)

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, le délai imparti à l'IAE Nancy pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 1 mois à partir de la livraison complète des modules fonctionnels sur le site de préproduction.

Les opérations de vérification d'aptitude ont pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché, conformément à l'article 32.3 du CCAG-TIC.

À l'issue de la vérification d'aptitude, l'acheteur prend soit une décision positive de vérification d'aptitude, soit une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG-TIC.

Article 15.2 : La Vérification du Service Régulier (VSR)

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, la VSR débute dès la mise en production du premier module et se termine 3 mois après la vérification d'aptitude du dernier module mis en production. Elle concerne tous les modules. La VSR peut être reconduite pendant une période de 6 mois s'il y a persistance d'anomalie ou de non-conformité.

La VSR a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

À l'issue de la VSR, l'acheteur dispose d'un délai maximal de quinze jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si le résultat de la VSR est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations conformément à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, soit une décision d'ajournement conforme au même article 33.2.2, soit une décision d'admission avec réfaction ou de rejet comme indiqué à l'article 34 du CCAG-TIC.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de quinze jours mentionnés au premier alinéa du présent article, le résultat de la VSR est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

L'article 4.2 du CCTP précise les modalités de vérification d'aptitude et de vérification du service régulier.

Article 16 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

À la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC.

Article 17 – Tierce Maintenance Applicative et vérification des prestations de maintenance

- Maintenance curative de 3 mois de VSR et de 12 mois de garantie ;
- Maintenance évolutive et support utilisateurs à partir de la mise en ligne du site.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de la réglementation en vigueur liée à l'utilisation

des applications et à lui indiquer les éventuelles mises en conformités nécessaires. Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens serait en jeu, le titulaire prend les mesures conservatoires d'urgence qui s'imposent et en averti immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage aussi à laisser en fin d'exécution de l'accord-cadre les applications en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Les modalités de vérifications quantitatives et qualitatives des prestations de maintenance sont exposées dans les documents techniques de l'accord-cadre.

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées conformément à l'article 31 du CCAG-TIC. Les opérations de vérification qualitative sont réalisées en deux étapes, vérification d'aptitude et vérification de service régulier, conformément à l'article 32 du CCAG-TIC.

À la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC.

Article 18 – Sous-traitance des prestations

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Article 19 – Connaissances antérieures et droit de la propriété intellectuelle

Article 19.1 – Utilisation des connaissances antérieures

Sans objet.

Article 19.2 Propriété intellectuelle–utilisation des résultats

L'exécution du marché donne lieu à l'utilisation de résultats.

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, susceptibles de protection par des droits de propriété intellectuelle.

Le CCAG prévoit le transfert de droits à l'acheteur pour utiliser ou faire utiliser les résultats pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées et à minima pour les utilisations qui suivent, c'est-à-dire le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de

l'acheteur.

Article 19.3 –Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, pour les besoins et finalités d'utilisation décrits à l'article supra 22.2 - Propriété intellectuelle-utilisation des résultats.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché, sans mention expresse dans les documents particuliers du marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Article 19.4 –Exploitation commerciale des résultats

Sans objet

Article 20 – Modalités de paiement

- Les paiements des prestations de conception et des prestations à prix unitaires sont effectués à service fait, par le versement d'acomptes et d'un solde.
Le versement d'acomptes est prévu tous les mois.
- Les prestations annuelles sont payées annuellement, à terme échu, sous réserve du service fait.

Article 21 – Facturation

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-TIC, **la facture portera, outre les mentions légales :**

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**).

Mentions légales d'une facture :

[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-\[BIE_183_20190919_objetclassique\]-20190919-\[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires\]-1283696](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-[BIE_183_20190919_objetclassique]-20190919-[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires]-1283696)

- Date d'émission de la facture

- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison
- Le numéro de bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur
- [Numéro individuel d'identification à la TVA](#) du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- [Taux de TVA](#) légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- [Date ou délai de paiement](#)

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse : ac-facturier@univ-lorraine.fr

Article 22 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée.

En vertu de l'article L2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'État, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Article 23 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du

groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 24 – Monnaie de compte de l'accord-cadre

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 25 – Délai de paiement

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 26 – Garantie technique

Les prestations font l'objet d'une garantie telle que définie dans l'offre du titulaire, les CCTP et dans les articles 35 à 36 du CCAG-TIC.

Article 27 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une

attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 28 – Règles générales d'application des pénalités

Les pénalités constituent un élément du décompte général du marché qui ne peut pas être isolé du solde.

Article 29 – Pénalités de retard

Article 29.1 Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC : Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison de la solution ou de l'un des modules composant la solution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 250,00 Euros pendant 7 jours, puis 50,00 Euros au-delà.

Article 29.2 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 15 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

Article 29.3 Exonération des pénalités de retard

Les pénalités ne donnent pas lieu à une quelconque exonération en deçà d'un certain montant de pénalité, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC. Les pénalités sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Article 29.4 Mise en œuvre des pénalités de retard

Les pénalités de retard ne sont appliquées que suite à une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Les pénalités de retard sont applicables à chaque retard constaté par rapport au délai de livraison indiqué sur le bon de commande.

Article 30 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées après mise en œuvre d'un contradictoire tel que prévu à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant

exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Article 31 – Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement

Le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1.000,00 Euros en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

Article 32 – Résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG-TIC sur la résiliation, sous les réserves suivantes :

Conformément au Code de la commande publique et par dérogation à l'article 47 du CCAG-TIC, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, ni mise en demeure préalable :

- Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique.
- Lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du Code de la commande publique.
- Lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire lorsque l'indisponibilité du matériel entretenu est constatée pendant trente jours consécutifs.

En outre, par dérogation aux articles 50.1, 50.2 et 51 du CCAG, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 14.4 du présent document.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée de l'accord-cadre est de 5 %.

Article 33 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 34 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Nancy est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

Article 35 – Dérogations

L'article 9 – Mentions des bons de commande déroge à l'article 3.1 du CCAG-TIC

L'article 17.1 – Vérification d'aptitude déroge à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC

L'article 17.2 – Vérification de service régulier déroge à l'article 32.4 du CCAG-TIC

L'article 21.3 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique déroge à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC

L'article 21 – Facturation déroge à l'article 11.3 du CCAG-TIC

L'article 29.1 - Calcul des pénalités de retard déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

L'article 29.2 - Plafonnement des pénalités de retard déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC.

L'article 29.3 - Exonération des pénalités déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC.

L'article 32 - Résiliation déroge aux articles 47, 50.1, 50.2 et 51 du CCAG-TIC.